

« Villepin et le mariage Gay », entretien avec Patrick Savidan, Président de l'Observatoire des inégalités

1er juillet 2005

Comment réagissez-vous aux propos de Dominique de Villepin qui affirme ne pas être favorable au mariage et à l'adoption par des couples homosexuels ?

- Tout d'abord, il faut noter que le ministre a indiqué qu'il s'exprimait à titre personnel et qu'il souhaitait, en dépit de son opposition, que le débat puisse se poursuivre sereinement. C'est une bonne chose. En même temps, il faut bien qu'il comprenne que le débat n'a pas besoin de lui pour se poursuivre et que personne n'a attendu son autorisation pour qu'il débute. Le débat se poursuivra parce que les revendications qui le portent sont au cœur d'une dynamique sociale qui dépasse de loin, en profondeur et en portée, les questions de conjonctures et de conjonctures politiques. Il est dans l'ordre des choses, pour une société qui entend garantir pour ses membres une égalité d'accès aux libertés et droits fondamentaux, de s'engager toujours plus avant dans cette perspective. Dès lors que le principe d'égalité a été affirmé comme valeur, il se déploie et tend à investir toujours de nouveaux champs, à bénéficier à de nouveaux segments de la population.

Le Premier ministre annonce cependant une réforme du PACS. Qu'en pensez-vous ? Selon vous quels seront les changements ?

- Le PACS, instauré en 1999, représentait, malgré ses imperfections, une avancée significative en matière de justice sociale et il faut rappeler que, mis à part quelques élus de l'opposition [la droite à l'époque, ndlr], comme Roselyne Bachelot qui avait lors des débats préalables, osé railler « le dégoût des saintes nitouches » de son propre camp, la droite avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour bloquer la réforme voulue par le gouvernement Jospin. Aujourd'hui, le Premier ministre estime que le problème du PACS, c'est qu'il ne va pas assez loin. Très bien.

En effet, on peut regretter que cette convention ne donne pas aux personnes « pacsées » l'ensemble des droits dont bénéficient les personnes mariées. On peut donc effectivement trouver des moyens d'améliorer le PACS de ce point de vue. Mais cela ne changera pas les termes du problème tel qu'il est aujourd'hui posé par les couples homosexuels. Ceux-ci veulent que la société leur reconnaisse le droit à cet engagement symbolique qu'est le mariage. Ils ne veulent pas être distingués et demandent simplement à bénéficier des possibilités d'union auxquelles les couples hétérosexuels peuvent prétendre.

Dominique de Villepin estime que « la priorité est de lutter contre toutes les formes de discrimination ». Selon vous, que faudrait-il faire pour lutter efficacement contre ces discriminations ? Pensez-vous qu'il soit possible d'avancer sur les sujets du mariage et de l'adoption des couples homosexuels avec la droite au pouvoir ?

- On se doute bien qu'il ne va pas professer son désir de « promouvoir » les formes multiples de discrimination que subissent les homosexuels. C'est bien qu'il le dise, mais cela n'apporte pas grand chose. Le droit permet d'ores et déjà de lutter efficacement contre toutes les formes de discrimination auxquelles il pense. Il faut seulement que les personnes qui ont pour tâche de le faire aient les moyens et la volonté d'agir efficacement.

Plus généralement, la prise de position du Premier ministre ne correspond pas du tout à la question qui lui est posée. C'est un peu comme si, à une famille sans domicile qui plante sa tente au milieu de Paris et revendique le droit à un logement décent, le ministre répondait : « je vais vous faire livrer une plus grande tente ». C'est gentil, mais ce n'est pas le problème. Aujourd'hui, la question est de savoir s'il y a des raisons légitimes de s'opposer à ce que les couples homosexuels puissent se marier et élever des enfants. A mon avis, si l'on songe à la façon dont la droite avait combattu le PACS et à la réaction de Dominique de Villepin au mariage homosexuel célébré à Bègles en juin 2004, il n'y a malheureusement pas de raison de supposer que les choses puissent évoluer sur ce front. En revanche, je m'inquiète de ce qui me semble être une manière commode de détourner l'attention de la profonde crise sociale que connaissent notre pays et l'Union européenne.

Propos recueillis par Charline Dupartaire pour le **Nouvel Observateur** (le mardi 28 juin 2005)

Emplacement :

[Accueil](#) > [Articles](#) > [Entretiens](#) >

Adresse de cet article : <https://www.inequalitywatch.eu/Villepin-et-le-mariage-Gay-entretien-avec-Patrick-Savidan-President-de-l>